

Communiqué de presse

GE – Chantier Quai des Vernets (PAV) : L'Etat veut-il du low coast ?

Annoncé comme un chantier écologiquement responsable, le PAV pourrait bien devenir un désastre écologique. Ce sont en effet des centaines de camions qui s'apprêtent à traverser l'Europe pour fournir Genève en... toilettes préfabriquées, alors qu'on aurait pu construire tout ça sur place. Cette aberration est à la fois néfaste pour le climat mais aussi socialement, puisque ce sont autant d'emplois qui n'existeront pas dans le canton, et cela au moment même où une grosse entreprise genevoise de la construction tombe en faillite, mettant plus de 160 employé-e-x-s au chômage. Explications.

Qu'on se le dise : les centaines de toilettes qui équiperont les appartements du grand chantier du quai des Vernets auront traversé deux à trois pays d'Europe en camions, œuvrant ainsi au réchauffement climatique et privant Genève d'autant d'emplois. Cette nouvelle met à mal l'image du chantier « responsable » qu'essayaient de nous vendre il y a peu MM. Robert Cramer et Antonio Hodgers. Alors pourquoi un tel choix ?

On nous rétorque que la place de Genève ne pourrait pas fournir ce matériel. Faux. Tout d'abord, les toilettes ne doivent pas forcément être préfabriquées et nombre d'entreprises locales auraient pu les construire ainsi qu'elles le font depuis des décennies dans tous les immeubles du canton. Ensuite même si, par mesure d'économie sans doute, les constructeurs avaient voulu impérativement en rester au préfabriqué, il existe à Genève des entreprises qui font ce type d'ouvrage.

Alors quoi ? Fallait-il que ce soit à la fois moins cher parce que préfabriqué et parce que venu d'un pays lui-même moins cher ? Auquel cas, c'est à la fois de l'écologie qu'on se moque (bonjour les tonnes de diesel !) mais aussi du coût social de cette décision. Il y a un peu plus d'une semaine, une des grandes entreprises genevoises de la construction annonçait sa mise en faillite, laissant 166 employé-e-x-s sur le carreau, dont 68 âgé-e-x-s de plus de 50 ans. Les raisons : un marché tendu par une mise en concurrence avec l'étranger et une sous-traitance en cascade au moins coûteux. Bref : les joyeuses règles du marché lorsque celui-ci se soucie des travailleur-euse-x-s à peu près autant que du climat. Alors ? Toujours exemplaire, le chantier du PAV ?

Avec un Conseil de Fondation piloté par le Conseil d'Etat, il est temps que le PAV se pose les questions d'une politique de construction harmonieuse pour ce canton. Une politique qui évite de polluer autant que faire se peut et qui n'augmente pas la casse sociale en recherchant le bon marché.

A son niveau, Avenir Syndical va intervenir auprès de ses représentant-e-x-s à la CPEG, puisque que celle-ci est l'un des nombreux maîtres d'ouvrage du PAV, afin que toute la pression soit mise pour redresser une barre qui vise hélas le seul profit au détriment du reste.

Genève, le 27 juin 2023

Pour tout renseignement :

Yves Mugny – secrétaire syndical – 079 293 11 61